



HAL
open science

La VIe section de l'École pratique et les historiens tchèques

Pavla Horská

► **To cite this version:**

Pavla Horská. La VIe section de l'École pratique et les historiens tchèques : Cahiers du CEFRES N° 29, L'inspiration française dans les sciences sociales en pays tchèques. Cahiers du CEFRES, 2003, L'inspiration française dans les sciences sociales en pays tchèques, 29, pp.10. halshs-01160531

HAL Id: halshs-01160531

<https://shs.hal.science/halshs-01160531>

Submitted on 5 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 29, L'inspiration française dans les sciences sociales en Pays tchèques
Pavla Horská, Martin Nodl (Ed.)

Pavla HORSKÁ

La VI^e section de l'École pratique et les historiens tchèques

Référence électronique / electronic reference :

Pavla Horská, « La VI^e section de l'École pratique et les historiens tchèques », Cahiers du CEFRES. N° 29, L'inspiration française dans les sciences sociales en Pays tchèques (ed. Pavla Horská, Martin Nodl).

Mis en ligne en / published on : mai 2010 / may 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c29f/horska_2003_ecole_pratique_historiens_tcheques.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



La VI^e section de l'École pratique et les historiens tchèques

Pavla Horská

Évoquer les sources d'inspiration françaises pour les sciences sociales produites en Pays tchèques renvoie naturellement chaque génération d'historiens à une période différente. Ainsi, la situation qui s'est dégagée au cours des années 1990 relève sans doute de l'évidence pour les plus jeunes d'entre eux. Grâce notamment à la fondation du Centre français de recherches en sciences sociales au début de cette décennie, celles et ceux qui veulent aujourd'hui se familiariser avec les sciences sociales françaises disposent pour cela à Prague de conditions pratiquement identiques à celles offertes par la bibliothèque de l'EHESS à Paris. En revanche, les générations plus anciennes se souviennent encore d'une époque où le bâtiment de neuf étages qui accueille cette dernière ne dressait pas encore sa silhouette vitrée, boulevard Raspail. La plus célèbre bibliothèque de France, à savoir la Bibliothèque nationale, ne disposait alors que d'un catalogue fort peu fonctionnel et ne convenait guère à l'étude de la littérature la plus récente. Paris n'en constituait pas moins dans les années 1960, un incontournable centre d'innovation méthodologique pour l'ensemble de la recherche en sciences sociales au niveau international. Pour ce qui concerne l'histoire, l'important était d'affirmer le principe d'une approche pluridisciplinaire des problématiques historiques. De fait, plus de trente ans après, les années 1960 nous apparaissent encore comme une période faste pour les contacts internationaux ouverts depuis Paris entre l'Est et l'Ouest, en dépit du mur de Berlin et de la guerre froide.

On peut aujourd'hui trouver au CEFRES une histoire de l'EHESS¹. Cette dernière a en outre accumulé des archives relativement importantes, notamment sous la direction de Brigitte Mazon. Celle-ci, qui a par ailleurs eu l'occasion de pénétrer dans les archives des fondations Ford et Rockefeller, a consacré en 1988 une étude particulièrement intéressante au rôle joué par le mécénat privé dans le développement de l'EHESS². Dans l'avant-propos de l'ouvrage, Pierre Bourdieu s'étonnait que l'on en sache alors si peu en France sur ce thème. Il convient ici d'ajouter que le public tchèque ignore tout de la difficile institutionnalisation des sciences sociales au sein de la vie scientifique en France, au cours des deux derniers siècles.

Il faut remonter à la fin du règne de Napoléon III pour voir la fondation à Paris d'une École pratique des hautes études. En 1868, le ministre de l'instruction publique du cabinet de Napoléon, Victor Duruy, en édicte en effet le décret fondateur et justifie à cette occasion son action par une formule restée dans les annales : « on ne réforme pas les vieux corps malgré eux ; d'ailleurs je n'ai pas d'argent ; pour réorganiser les Facultés, il faudrait beaucoup d'argent et pour créer l'École que je rêve, il suffit d'une plume et d'une feuille de papier. (...) L'École des hautes études est un germe que je dépose dans les murs lézardés de la vieille Sorbonne ; en se développant, il les fera crouler ». Gabriel Monod cite la formule dans ses mémoires, tant elle rend compte avec exactitude de la situation dans laquelle se trouvait Duruy³.

¹ REVEL, Jacques ; WACHTEL, Nathan (dir.) : *Une école pour les sciences sociales. De la VI^e section à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales*. (Avant-propos de Marc AUGÉ), Paris, EHESS, 1996.

² MAZON, Brigitte : *Aux origines de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, EHESS, 1988.

³ MONOD, Gabriel : *Portraits et souvenirs*, Paris, Calmann Lévy, 1897, p. 128.

Dans le contexte de nervosité précédant l'épreuve de force à laquelle devaient bientôt se livrer la France et la Prusse, l'Empereur Napoléon III souhaitait contrer l'opinion prévalant dans les milieux scientifiques européens, qui voulait que les universités françaises ne soutenaient pas la comparaison avec leurs homologues allemandes. Duruy, qui était lui-même un savant renommé, spécialiste de l'histoire de l'Antiquité, prenait exemple sur ces dernières pour instituer des séminaires scientifiques et des laboratoires d'essais au sein de l'enseignement supérieur français. Il manquait cependant de l'argent et de l'influence sur les milieux universitaires indispensables pour parvenir à ses fins.

Aussi se résolut-il à ne fonder une institution que sur le papier, dont la vocation devait être une formation axée sur la pratique scientifique. Les professeurs enseignant alors à la Sorbonne et au Collège de France devaient trouver au sein des institutions universitaires existantes, des candidats talentueux pour des travaux d'application pratique, sous la direction de scientifiques auxquels était laissée toute latitude quant au contenu des enseignements et aux méthodes choisies. Ces exercices pratiques devaient être répartis en quatre sections : 1. mathématiques, 2. physique-chimie, 3. histoire naturelle et physiologie, 4. sciences historiques et philologiques. Si Duruy avait en tête d'autres sections, leur fondation n'intervint que quatre-vingt ans plus tard, pour des motifs tant scientifiques que politiques. Démocrate, libéral et anticlérical, Duruy fut contraint de quitter le gouvernement en raison d'un conflit avec des « hommes de Napoléon », peu avant la chute de l'Empire. On lui doit néanmoins l'idée d'une section (plus tard désignée comme la sixième), qui devait former les fonctionnaires de l'État. Dans son idée, il ne s'agissait cependant pas d'éduquer des bureaucrates, mais de former des spécialistes dans les domaines des sciences économiques et sociales, qui auraient eu pour tâche de faire valoir auprès de la société de l'époque, l'idéal d'une réduction des écarts de richesse. Duruy ne pouvait naturellement anticiper sur l'évolution qu'allaient suivre les sciences sociales sous la Troisième République. Au lieu d'élargir les domaines d'études des Facultés de droit, celles-ci commencèrent en effet à se développer dans le cadre des études de philosophie et d'histoire. C'est dans ces conditions qu'émergea par exemple le premier cours universitaire de sociologie d'Emile Durkheim : institué en 1887 au sein de la Faculté des lettres de Bordeaux, celui-ci avait pour intitulé « science sociale et pédagogie ».

En France, mais aussi ailleurs en Europe, la recherche en science sociale commence à acquérir un statut spécifique dans l'entre-deux-guerres. Les archives des grandes fondations américaines (Ford et Rockefeller en particulier) font aujourd'hui partie des sources les plus éclairantes sur la situation des sciences sociales à cette époque. Les lettres de demande de soutien et propositions, reçues par les administrateurs de ces fondations, les rapports remis par ces derniers à leurs supérieurs quant à la pertinence des projets, les relevés des réunions au cours desquelles les fonds étaient alloués représentent autant de sources témoignant de l'étendue du réseau d'information sur les sciences européennes. Autant de sources qui, en Europe, ont été perdues, si elles ont jamais existé. Dès les années 1920, la fondation Rockefeller offrait son soutien aux centres d'études des sciences sociales des universités de Chicago, Harvard, Columbia, Yale, mais aussi de la London School of Economics et de la Deutsche Hochschule für Politik, à Berlin. La France ne bénéficia pour sa part de ce soutien que bien plus tard. Brigitte Mazon impute ce décalage au caractère fragmenté des institutions françaises intéressées aux sciences sociales, en dépit de la présence en leur sein de nombreux chercheurs éminents. En revanche, l'existence de nombreuses revues scientifiques spécialisées venait compenser l'absence d'une institution centrale pour l'étude de l'histoire économique et des sciences sociales. Parmi les plus fameuses,

on compte notamment les *Annales d'histoire économique et sociale*, publiées à Strasbourg. Toutefois, il n'appartenait pas à la raison sociale de la Fondation Rockefeller, de financer des domaines de recherche universitaires classiques, tels que l'histoire. Elle s'intéressait aux « nouvelles » sciences sociales, en particulier celles susceptibles de s'appliquer au domaine de la politologie.

De son côté, le groupe d'historiens français réunis autour de la revue des *Annales* se considérait bien sûr comme parfaitement compétent dans le domaine des « nouvelles » sciences sociales, concevant l'historiographie comme une science sociale. Ceci mis à part, les historiens avaient un avantage en ce qui concerne la mise en place d'institutions, puisqu'ils relevaient à l'origine d'une discipline scientifique classique. Après la Seconde Guerre mondiale, Lucien Febvre ne cachait pas son souhait de voir enfin émerger un centre universitaire spécialisé sur les questions socio-économiques, à même de se pencher sur le présent, mais ne négligeant pas pour l'expliquer, le rôle des évolutions historiques. De retour de sa captivité en Allemagne, Fernand Braudel reprit son étroite collaboration avec Lucien Febvre, avec lequel il avait maintenu une correspondance pendant sa détention. Aussi, lorsque Febvre obtint la présidence de la sixième section de l'École pratique, fondée en 1947, Braudel en devint le secrétaire. Febvre transféra à ce dernier toute la responsabilité de l'organisation et du financement de l'institution. La Fondation Rockefeller, puis la Fondation Ford, contribuèrent à hauteur du quart de la dotation globale de la sixième section. Le gouvernement prit à sa charge la rémunération des enseignants, désignés comme « directeurs d'études » et non comme professeurs. S'il était nécessaire de lutter âprement avec l'autorité publique sur l'étendue et la qualité des enseignements et sur le nombre de départements et de laboratoires, les mécènes privés allaient en revanche au devant de toutes les demandes formulées par Braudel et se rapportant au fonctionnement de la section, aux projets de recherches, ainsi qu'aux conférences et publications.

De cette manière, ils rendirent possibles diverses improvisations courageuses dans la pratique scientifique, auxquelles avaient sans doute déjà songé les rédacteurs des *Annales*, mais qu'ils ne purent se permettre qu'une fois que la revue et la VI^e section (qu'ils avaient appelée de leurs vœux) se retrouvèrent dans une institution dotée de moyens suffisants. Depuis cette époque, l'ampleur des moyens dont Braudel et ses collaborateurs disposaient pour financer leurs différents projets de recherches nationaux et internationaux n'a cessé de faire l'objet de supputations. Sans l'aide du mécénat américain privé, il n'eut pas davantage été possible d'instituer une Maison des sciences de l'homme aux côtés de la VI^e section de l'École pratique. Celle-ci fédérait divers centres de recherche autour d'instruments de recherche communs. Les carences des différents centres en matière de personnel ou sur le plan matériel pouvaient ainsi être compensées. Des opportunités s'ouvraient aux sciences sociales, dans le sens d'un renouvellement des méthodes et des problématiques. Selon l'idée que se faisait Febvre des « phénomènes sociaux totaux » de Braudel, tout cela devait converger vers des enseignements et des recherches pluridisciplinaires, chapeautés par une institution unique.

Outre cette association étroite entre enseignement et recherche fondamentale, la liberté de recherche, qui ne tenait pas compte ni de la nationalité ni de l'opinion politique, venait, elle aussi, rappeler le projet de Duruy, alors vieux de près d'un siècle. En témoignent les documents à ce jour peu étudiés, quoique accessibles, rassemblés dans les archives de l'EHESS, qui succéda en 1975 à la VI^e section de l'École pratique. En 1949, au cours d'une visite au Brésil, Lucien Febvre écrivit un texte intitulé « vers une autre histoire », dans lequel il décrivait des laboratoires d'historiens à même d'orienter la recherche historique vers les grandes questions du temps, et non plus

seulement vers des objets de recherche étroits. Lors d'un colloque à Chateaufallon, en 1985, Fernand Braudel, alors vers la fin de sa vie, affirma qu'il était impossible de parler de la grandeur de la France sans une ouverture au monde et à l'Europe en particulier. À quelle Europe se référait-il ? Braudel considérait comme une victoire de la France d'avoir placé sous son influence « toute la Pologne intellectuelle », après 1945. En effet, de 1958 à 1980, l'EHESS accueillit plus d'un millier de boursiers polonais. Ce qui n'apparaît que comme l'expression d'une certaine sympathie pour la culture polonaise aux yeux de Pierre Daix⁴, le biographe de Braudel, prend un tout autre sens si l'on se livre à un examen minutieux de documents contenus dans les archives de l'EHESS. La position de Braudel semble au contraire répondre à un objectif déterminé : découvrir en Europe de l'Est des institutions qui pratiquent les sciences sociales au moyen de « nouvelles » méthodes ou tout du moins conformément à l'idée que s'en font les fondations américaines. À titre d'exemple, Stanislaw Arnold, membre de l'Académie des sciences de Pologne et secrétaire de la section sciences sociales, adresse en 1958 une lettre à Fernand Braudel, dans laquelle il lui communique les disciplines auxquelles appartiennent les prétendants aux bourses proposées. Au cours d'une réunion à Paris, alors que dix places avaient été offertes, le professeur Manteuffel en réserva d'emblée trois pour les membres de l'Institut d'histoire de l'Académie polonaise. Les sept autres candidats furent choisis dans les domaines de la sociologie, du droit, de l'histoire des sciences, etc.⁵ Mais à compter de l'augmentation considérable du nombre de boursiers polonais au sein de la VI^e section, les archives de l'EHESS ne permettent plus de déterminer avec précision l'orientation disciplinaire des chercheurs issus des institutions académiques et universitaires de toute la Pologne. Par ailleurs, à partir des années 1970-1980, la correspondance des fondations américaines ne présente plus le même intérêt pour l'évolution des sciences sociales européennes que celui qu'elle avait avant 1960, lorsqu'au travers des bourses attribuées par l'École pratique, l'argent des Ford ou des Rockefeller aidait à financer la recherche dans les pays situés de l'autre côté du rideau de fer.

Bien avant que la France et la Pologne n'aient conclu un accord de coopération culturelle (auquel Braudel prêta un substantiel concours), il existait déjà d'autres projets orientés vers d'autres pays dits « de l'Est ». Immédiatement après la guerre, se dégagèrent ainsi le dessein d'une coopération culturelle franco-tchèque, avec pour arrière-plan l'idée d'une influence mutuelle des deux systèmes politiques. Václav Černý rappelle ainsi dans ses mémoires qu'après la fin du conflit, Malraux lui aurait dit : « nous (les Français) avons la liberté, vous (les Tchèques) aurez peut-être la justice sociale » et « le problème, c'est de faire la synthèse des deux »⁶. Le rideau de fer devait bientôt briser

⁴ DAIX, Pierre, *Braudel*, Paris, Flammarion, 1995.

⁵ Archives de l'EHESS, 66 AJ, carton n° 353, Étudiants étrangers, lettre du 28/10/1958, adressée à Fernand Braudel par « Le secrétaire de la Section des Sciences Sociales, Prof. dr. Stanisław Arnold, Membre de l'Académie. » Voir également le plan d'étude fourni par Waldemar Vois, de la Commission pour l'histoire des sciences et ayant pour thème : « L'origine des sciences sociales à l'époque de la Renaissance ». Voir aussi celui du sociologue Andrzej Zajaczkowski, proposant « Une étude sur la base méthodologique de l'interdépendance de l'histoire et de la sociologie », ainsi que le projet d'Edmund Cieslak, qui s'intéressait aux consuls français à Gdansk au XVIII^e siècle. Le dossier contient aussi le projet de la juriste Monika Seńkowska, qui proposait une étude du régime pénitentiaire dans le Royaume de Pologne au cours de la première moitié du XIX^e, ainsi que celui d'un autre juriste, Zbigniew Wierzbicki, étudiant la réception des progrès de l'industrialisation dans un village. Krzysztof Przedawski, un sociologue, avait de son côté pour thème les « Problèmes sociologiques du comportement de la jeunesse en ce qui concerne le mariage et la famille ». Quant à Zbigniew Ogonowski, issu de l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie de Pologne, il se proposait d'aborder la philosophie de la religion dans la France du XVII^e siècle.

⁶ ČERNÝ, Václav : *Paměti 1945-1972* [Mémoires], Brno, 1992, p. 92.

ces espoirs d'une société meilleure qui bannirait la violence comme l'absence de liberté. Lorsqu'il prit la direction de la VI^e section à la suite de Febvre, Braudel s'efforça (en tant qu'administrateur de la Maison des sciences de l'homme aussi) de développer une politique de coopération scientifique avec l'étranger qui maintienne un certain équilibre entre les contacts avec l'Est et ceux avec l'Ouest. Toutefois, pour l'essentiel, la notion « d'Est » à l'œuvre dans la politique internationale menée par Braudel, se réduisait à la Pologne, comme le soulignent Pierre Daix, mais aussi Jacques Le Goff qui succéda à Braudel en 1972⁷. D'après le témoignage de ce dernier et celui de plusieurs chercheurs « post-soviétiques », Fernand Braudel, qui faisait alors partie des instances dirigeantes de nombreuses associations scientifiques internationales et comptait parmi les principaux organisateurs de congrès et de conférences d'historiens, avait évité de faire son « voyage en URSS ». Il n'en était pas moins intéressé à développer des contacts avec les académies des sciences de modèle soviétique, instituées dans les États d'Europe centrale et orientale. Par ailleurs, si Jacques Le Goff cite les Tchèques immédiatement après les Polonais, parmi les priorités de ces contacts, les documents des archives de l'EHESS sont nettement plus consistants pour ce qui concerne les Polonais.

Dans les dossiers consacrés aux échanges culturels, on trouve ainsi, à compter de l'année 1957, une série de courriers importants, parmi lesquels le protocole de l'accord culturel franco-polonais de 1958. L'intérêt pour une coopération avec les Tchèques, tout comme avec les Hongrois ou les Roumains, se dégagait au début des années 1960. Dès lors, les contacts entre les différentes académies « socialistes » se développèrent, permettant, outre une meilleure information mutuelle, une meilleure information sur les sciences occidentales. On trouve ainsi mention de la préparation d'échanges culturels franco-tchèques dans une circulaire du 4 février 1960. Le département « expansion universitaire » du ministère de l'Éducation français s'y adresse collectivement aux recteurs des Académies et aux chefs des « grands établissements d'enseignement supérieur » et formule une proposition d'échange portant sur cinq universitaires français et cinq Tchécoslovaques. Dans une réponse du 15 février, Braudel signale que la VI^e section invite le professeur Kaigel, directeur de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences tchécoslovaque. Les comptes pour l'année 1964 révèlent en outre que la VI^e section disposait d'un total de 253 984 F. sur son budget propre, sous forme de bourses pour les chercheurs est-européens, somme à laquelle s'ajoute une subvention de 80 000 F. versée par le ministère des Affaires étrangères. Sur ce budget global, devaient être rémunérés un professeur polonais (sur une période de douze mois), et des stagiaires polonais pour un total de 189 mois et 152 084 F. Pour l'URSS, la Hongrie et la Tchécoslovaquie il s'agissait d'un total de 24 bourses mensuelles, soit 19 200 F. pour chacun de ces pays⁸.

La correspondance officielle entre la VI^e section et les ministères concernés ne permet pas d'affirmer si tous ces stages ont effectivement été pourvus. En janvier 1965, Braudel demande le report sur l'année en cours de la subvention de 80 000 F. allouée par le ministère des Affaires étrangères, ainsi que de la subvention attribuée par la société Marc Bloch, au profit de chercheurs des Pays de l'Est. Dans la réponse adressée par le directeur des affaires culturelles et techniques du Quai d'Orsay, on décèle une appréciation positive de la politique scientifique permettant le séjour en France de spécialistes est-européens en sciences humaines. Le Ministère se félicite notamment de l'information selon laquelle le nombre de chercheurs augmente, auxquels les pays

⁷ LE GOFF, Jacques : *Une vie pour l'histoire. Entretiens avec Marc Heurgon*, Paris, La Découverte, 1996.

⁸ Archives de l'EHESS, Paris. Fonds Louis Velay, CPLV 86, carton n° 72, « échanges culturels ».

d'Europe centrale et orientale interdisaient jusqu'ici de venir étudier en France. Le Ministère considère ainsi qu'il convient d'apprécier positivement l'évolution de la situation et de tirer les conséquences pour l'année 1966 d'une « normalisation de nos relations culturelles avec l'Europe de l'Est, si elle devait se confirmer »⁹. Et de fait, un département aux relations culturelles avec les Pays de l'Est fut bientôt créé au sein de la direction aux affaires culturelles du Ministère. Dans la correspondance qu'entretient ce département avec Braudel, les relations développées par celui-ci avec les pays socialistes, notamment avec leurs académies des sciences, sont à plusieurs reprises qualifiées d'excellentes. Bien qu'il ne disposât plus à cette époque du soutien des fondations américaines, Braudel s'efforçait d'assurer le meilleur financement possible au maintien des contacts de la VI^e section avec l'Europe de l'Est. Conjointement avec d'autres institutions, le Quai d'Orsay alloua vers le milieu des années 1960, une subvention annuelle d'environ 85 000F., et ce pour trois catégories de boursiers : des étudiants de second cycle universitaire âgés de 18 à 25 ans (les bénéficiaires ne devant pas être âgés de plus de 30 ans) ; des stagiaires de plus de 30 ans, professeurs du secondaire ou maîtres assistants dans le supérieur, employés dans leur pays d'origine à des positions équivalentes dans leurs spécialités respectives ; enfin des « boursiers de marque », à savoir des chercheurs âgés de plus de trente ans et occupant des positions éminentes dans leurs pays (professeurs d'universités, maîtres de conférences titulaires de doctorats, écrivains, etc.)

Dans la politique de coopération scientifique qu'il menait à l'égard des pays d'Europe de l'Est, Braudel a-t-il été influencé par les positions du ministère des Affaires étrangères, qui appelait alors de ses vœux le développement de telles relations ? Ou bien alors est-ce Braudel qui a imposé, en s'appuyant sur ses relations influentes, sa politique est-européenne aux bureaucrates du ministère ?

Fernand Braudel lui-même ne s'est pas impliqué dans le débat avec les marxistes, mais on peut trouver dans les archives de l'EHESS un volume intitulé « Marxisme ». Il n'y est pas question de controverses idéologiques, mais plutôt du produit de rencontres avec Annie Kriegel, directrice d'un groupe de travail au sein de l'Institut d'histoire économique et sociale, alors dirigé par Ernest Labrousse. Lorsqu'en 1962, elle décrivit l'idée directrice de son projet d'une histoire du mouvement ouvrier français, elle l'inscrivit naturellement dans le schéma de la « nouvelle » histoire sociale : « l'histoire sociale, conçue à la fois comme une manière globale d'appréhender toute l'histoire et comme une branche spécialisée de l'histoire générale, constitue sans doute la plus grande originalité de l'École historique française »¹⁰. L'œuvre d'Annie Kriegel était connue parmi les jeunes historiens tchèques francophones qui avaient commencé de s'intéresser, après la guerre, à l'histoire du mouvement ouvrier, que cet intérêt eût des motifs conjoncturels (sous l'impulsion des organisations communistes au sein des institutions scientifiques) ou fût motivé par l'intérêt de la jeunesse pour des thèmes de recherche encore négligés. On observe qu'au cours de la sélection des stagiaires, la tendance côté tchèque était de ne pas trop se réclamer de la science marxiste officielle, quand bien même ce sont précisément les contributions relevant de la méthodologie marxiste (tels les articles d'un Graus¹¹), qui jouissaient du plus grand

⁹ HORSKÁ, Pavla : « Vznik 6. sekce École Pratique des Hautes Études, Fernand Braudel a jeho východoevropská vědecká politika », [Le développement de la VI^e section de l'École pratique des hautes études, Fernand Braudel et sa politique scientifique est-européenne], in : *Český časopis historický* 100/2002, p. 858.

¹⁰ Archives de l'EHESS, Paris, Fonds Clément Heller, « Marxisme », carton n° 42.

¹¹ À la dimension par ailleurs incontestablement européenne. Ici, voir : GRAUS, František : « K otázkám metodiky středověkých dějin », [À propos des méthodes de l'histoire du Moyen Âge], in : *Československý časopis historický* 4/1956, pp. 99-115.

prestige sur la scène nationale. La même tendance peut du reste être relevée pour les Polonais. Dans leurs propositions de thèmes de recherche, on ne trouve en effet nulle trace d'un quelconque conflit idéologique, tel que les historiens européens pouvaient pourtant le rencontrer dans les discours officiels prononcés à l'occasion des congrès internationaux. L'historien tchèque d'aujourd'hui peut en outre observer, dans les archives de l'EHESS, les tentatives des chercheurs pour faire croire aux étrangers (occidentaux) qu'ils bénéficiaient d'une grande liberté dans le choix de leurs sujets de recherche, ce qui n'était pas le cas en réalité. Ainsi, Jindřich Filipec, l'un des premiers stagiaires tchèques de l'École pratique (en 1965), précisait-il dans son Curriculum vitae qu'il avait en 1951 soutenu une thèse à l'Université Charles, consacrée aux relations de T.G. Masaryk avec la philosophie russe du XIX^e siècle. En revanche il jugea inutile, voire contre-productif, d'en mentionner le titre original à Paris : « La vie et l'œuvre de N.G. Tchernysevsky »¹², camouflage utilisé pour dissimuler le nom de Masaryk dans le contexte du début des années 1950.

Tandis que les premiers stagiaires tchèques, pour la plupart des historiens rattachés à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, intégrèrent la VI^e section vers le milieu des années 60, des historiens polonais, parmi les plus éminents, participaient déjà au célèbre séminaire international animé par Braudel à la fin des années 1940. Dans un rapport adressé à la fondation Rockefeller en 1950, Lucien Febvre considérait ce séminaire comme le premier laboratoire de recherche historique en France¹³. Près de quinze ans plus tard, Josef Macek, directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences tchécoslovaques, reçut de Braudel une invitation officielle pour un séjour d'un mois à l'École pratique, à l'instar de son homologue hongrois, György Ránki, six mois auparavant. Par la suite, les directions des instituts de Prague, Budapest ou Varsovie eurent la charge de désigner les autres historiens appelés à séjourner à Paris. Les archives de l'EHESS ne signalent qu'un boursier tchécoslovaque pour l'année 1964 (Graus). Pour 1965, sont mentionnés, outre de nombreux Polonais, huit historiens hongrois et deux soviétiques, pour lesquels il n'est cependant pas fait mention d'une quelconque bourse. La même année, en plus de Josef Macek et Jindřich Filipec, déjà mentionnés, on compte deux autres historiens tchécoslovaques : Luboš Nový et Juraj Kramer, de l'Institut d'histoire. 1966 fait figure d'apogée de l'ouverture internationale vers l'Europe de l'Est de la VI^e section. Cette année là en effet, on ne compte pas moins de 24 Polonais et 13 Hongrois, pris en charge par le budget propre de la section et 32 Polonais financés par le Ministère des affaires étrangères. S'il n'est pas certain que les deux Roumains invités effectuèrent bel et bien leur séjour, il est sûr en revanche qu'à ces contingents importants, se joignirent six Soviétiques et un Yougoslave. Quant aux Tchèques, ils furent six à être invités, parmi lesquels cinq se rendirent en définitive à Paris. Karel Bartošek remplaça Josef Smolka, prévu à l'origine, et Josef Kočí se fit excuser. Aux côtés de Bartošek, ce sont Josef Macek, František Graus, Jaroslav Purš et Pavla Horská qui effectuèrent à différents moments de l'année un séjour parisien. Lors de ma visite dans les archives de l'EHESS, en mai 2002, je n'ai trouvé aucun document relatif à des stages de chercheurs pour les années 67-69 parmi les dossiers aimablement mis à ma disposition par la directrice des archives, Brigitte Mazon. Il est vraisemblable qu'ils soient tout à fait perdus. Il est dommage que nous échappe ainsi la connaissance des liens entretenus par Braudel avec l'Europe de l'Est à la fin des années 1960. L'année 1968 vint exacerber les problèmes, lorsque, à l'Est, la situation se modifia brusquement avec l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'URSS,

¹² Archives de l'EHESS, Paris, 66 AJ, carton n° 358, Tchécoslovaquie 1965, dossier de Monsieur Jindřich Filipec, 3/05 –3/08 1965, lettre en date du 04/05/1965.

¹³ DAIX, Pierre : *Braudel*, op. cit., p. 358.

tandis qu'à l'Ouest, les manifestations étudiantes dressaient un obstacle inattendu sur la voie vers des sociétés de bien-être. Les politiques scientifiques dans l'Europe divisée de cette décennie ne constituent toutefois qu'une seule face de la médaille. Son revers, c'est l'effet qu'ont pu avoir de telles politiques, d'une part sur les individus et, d'autre part, sur l'ensemble du champ scientifique. Les archives parisiennes ne permettent pas pour l'heure de préciser qui furent tous les stagiaires tchèques de l'époque. L'identité de chacun d'entre eux ne sera connue qu'après examen des archives de l'Institut d'histoire, actuellement entreposées en désordre dans le fond d'archives de l'Académie tchèque des sciences. En attendant, on doit s'en remettre à la mémoire des témoins de cette époque, dont les souvenirs demeuraient irremplaçables, quand bien même l'on découvrirait les documents d'archives qui font aujourd'hui défaut. Jusqu'en 1969, quelques stagiaires séjournèrent chaque année dans ce cadre à Paris, parmi lesquels mon époux Zdeněk Horský et moi-même. Je ne peux toutefois m'appuyer sur ma seule mémoire en ce qui concerne les noms des autres stagiaires des années 1967-1969. Par ailleurs, le fait que je n'aie pas pu trouver dans les archives jusqu'ici mises à ma disposition l'original d'un rapport dont je conserve encore les copies à Prague, témoigne du caractère lacunaire des archives de l'EHESS. Ainsi, je n'ai pu découvrir l'original du « Rapport sur les recherches scientifiques exécutées à Paris au mois de juin 1969 », que je remis au terme de mon stage au service compétent de l'École pratique. Parallèlement, je remis à cette époque une version de ce rapport au département international de l'Académie des sciences, à peu près identique au document en français, mais qui mettait cependant l'accent sur certains éléments intéressants pour la partie tchèque. J'y rendais ainsi compte des documents importants pour l'histoire des relations franco-tchèques dans la seconde moitié du XIX^e siècle, consultés dans les archives du Quai d'Orsay, où ils avaient été transférés en 1963 de l'Ambassade de France à Vienne. J'y décrivais également dans le détail mes différentes consultations auprès d'historiens et de démographes français, parmi les principaux représentants de la Société française de démographie historique. J'avais à l'époque jeté avec eux les bases d'une collaboration très concrète en vue de la rédaction d'un *Manuel de l'Europe centrale*, sous l'angle de la démographie historique.

Dans mon propre cas, seul mon dossier de 1966 vient documenter mes trois séjours, effectués en 1966, 1968 et 1969. Celui-ci contient notamment un plan de travail et un curriculum vitae, dans la correspondance entre Mme Labrousse et M. Velay¹⁴. Les stages me furent accordés en vertu de quota définis à l'avance par cette institution et l'Académie des sciences tchécoslovaque et ce, sans qu'il me fût nécessaire de le faire valoir auprès de la partie française. Je fus laissée libre du choix de mon thème de recherche. Cette liberté d'effectuer le choix le plus conforme à mes intérêts spécifiques ne m'aurait cependant pas été d'une grande utilité, si des chercheurs étrangers n'avaient eu l'occasion depuis la fin des années 1950 d'influer sur les travaux des historiens tchèques travaillant au sein d'institutions officielles, au travers de visites ou de congrès internationaux. Bien avant mes séjours français, j'avais eu notamment la possibilité de découvrir les travaux de l'historien polonais Witold Kula (qui avait participé après guerre au séminaire de Braudel et dont les jeunes historiens tchèques admiraient alors le travail sur l'histoire économique du XIX^e siècle), lors de conférences en Bohême et en Slovaquie. Bernard Michel, qui recueillait à Prague des sources pour étayer sa thèse sur les banques centre européennes, me recommanda le travail de son ami Jean Bouvier. Un

¹⁴ Archives de l'EHESS, Paris, Fonds Louis Velay, CPLV 86, carton n° 72, Listes 1966, Lettre de Monsieur Labrousse à Monsieur Velay du 18 mars 1966. In : « curriculum vitae » de Pavla Horská, on peut lire : « Actuellement je m'occupe des questions de l'évolution économique, sociale et démographique de l'Europe Centrale au 19^e siècle. »

colloque international d'histoire économique me permit de faire la connaissance de ce dernier à Munich, en 1965. Cette même année, j'eus l'occasion de me rendre à un colloque d'historiens à Vienne, au cours duquel je fus invitée à une conférence de démographie historique devant se tenir à Budapest. Lors de celle-ci, je fis la connaissance de Louis Henry, l'un des principaux tenants des nouvelles démarches analytiques appliquées à cette discipline et qui fut le collaborateur d'Alfred Sauvy. Ainsi, lorsque j'obtins mon premier stage à l'École pratique, j'avais déjà appris de collègues étrangers, l'existence dans les archives du Quai d'Orsay, d'un important fond issu du Consulat français inauguré à Prague en 1897 et jamais étudié jusqu'alors par un historien tchèque. Je fus en outre invitée par Louis Henry à collaborer à une étude de démographie historique de l'Europe Centrale, dans le cadre de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population mondiale. Marcel Reinhard, qui se consacrait alors à une nouvelle histoire de la population mondiale, me mit en contact avec ses collaborateurs. Le plus jeune d'entre eux, Jacques Dupâquier, demeura en contact permanent avec les représentants pragois de la démographie historique, même lorsque l'heure fut à la « normalisation » des contacts de l'historiographie tchèque avec son homologue occidentale.

Ma venue à Paris en 1966 fut l'occasion d'entrer en contact avec d'importants historiens, par l'intermédiaire de l'École pratique. Ernest Labrousse me fut par exemple recommandé comme consultant, lorsque je vins exposer mon programme de recherche. L'École pratique ne me fournit pas seulement un soutien financier, mais me permit aussi d'entrer en contact avec les meilleurs spécialistes et d'accéder aux bibliothèques et archives. Les années 60 font ainsi figure de paradis de la recherche pour les historiens tchèques ayant obtenu un stage à l'École pratique. Un paradis dont ils avaient été chassés par l'occupation nazie, les restrictions de l'après-guerre, le coup de Prague et la rigueur idéologique des années 1950. Certes, ils n'ont pas profité des riches subsides accordés après-guerre pour la restauration de l'activité scientifique en Europe. Ils n'ont pas non plus été en mesure de participer à la période fondatrice de la VI^e section, à laquelle purent prendre part les historiens polonais. Ils bénéficièrent néanmoins, dans les années 1960, des efforts de Fernand Braudel et Clément Heller en vue de développer une coopération internationale entre les institutions investies dans les sciences sociales européennes, par-delà les frontières nationales et les antagonismes politiques, poursuivant en cela l'esprit de Duruy, le fondateur de l'École pratique des hautes études.

traduit du tchèque par Maxime Forest